

Agir pour la planète : et engagement **individuel**

Comment l'observation ethnographique d'un accompagnement à l'adoption d'écogestes, mené en quartier populaire, permet-il de penser de manière critique les rapports entre engagement individuel et responsabilité collective ?

Hadrien MALIER,
doctorant
en sociologie,
Iris/EHESS*

Mobiliser des jeunes pour sensibiliser les habitants de quartiers populaires aux petits gestes qu'ils peuvent faire quotidiennement pour s'engager dans la lutte contre le réchauffement climatique, tout en réduisant leurs factures mensuelles, peut sembler être un programme séduisant. Il séduit déjà une quarantaine de mairies en France, qui cofinancent avec les bailleurs sociaux locaux la mission de cinquante volontaires s'engageant chaque année. Il a également séduit le ministère de l'Environnement, qui a adopté l'objectif d'étendre le dispositif ⁽¹⁾.

La scène courante de l'accompagnement à l'adoption d'écogestes, décrite dans cet article (voir encadré), permet cependant d'en révéler les ambiguïtés et de soulever un certain nombre d'enjeux qui touchent à l'articulation entre engagement individuel et problème social, en particulier dans le cas de la crise environnementale. Elle fait écho, plus largement, au message de responsabilisation des consommateurs, invités à « agir pour la planète » au quotidien, devenu omniprésent dans l'espace public et sur les espaces publicitaires. Les campagnes de communication de plusieurs grandes entreprises diffusées lors de la COP21, qui appelaient tout un chacun à « s'engager », illustraient ainsi de manière frappante combien il est devenu consensuel de faire un lien direct entre les pratiques domestiques et l'enjeu politique de la question climatique. Deux questions cristallisent alors cette

tension, qui se joue à l'échelle de la société, entre responsabilités individuelle et collective pour la planète : est-il légitime de responsabiliser ainsi les individus ? Et quelles sont la force et la portée politiques de l'engagement individuel par la transformation de son propre mode de vie ?

« Tous responsables », vraiment ?

Pour justifier la nécessité pour les habitants de s'engager, les volontaires font référence de manière répétée et insistante à la « responsabilité » de chacun face à la crise écologique : responsabilité tout entière ou les générations futures, comme Sonia le rappelle à madame M. (encadré). Dans l'espace public, on retrouve le même appel à « l'écoresponsabilité », qualité socialement valorisée d'un citoyen dépeint comme réfléchi, conscient des impacts de son existence et faisant le choix solidaire de les réduire en modifiant sa consommation et son style de vie. Être « écoresponsable » consiste ainsi à la fois à reconnaître individuellement sa part dans la production du problème (les chiffres agrégés sur la consommation moyenne d'eau, d'énergie et la production de déchet par Français servent à le rappeler) et sa capacité à agir pour y remédier, en transformant ses habitudes. Tel est le message des campagnes publiques de responsabilisation, tout comme des encadrants de la mission de service civique.

Concrètement, l'accompagnement à l'adoption d'écogestes

se déploie comme une réforme de la moralité des résidents. Elle procède par la redéfinition des bons et mauvais comportements, et cherche à leur faire reconnaître comme désirables ceux qui ont un moindre impact sur l'environnement. Une raison fondamentale pour laquelle l'accompagnement est ciblé sur des quartiers populaires tient à la vision négative qu'ont les responsables politiques et associatifs de leurs habitants, à qui ils prêtent une sensibilité morale pour l'écologie faible ou inexistante. Ignorant par là-même que leur style de vie est moins nuisible pour l'environnement que celui des catégories de population plus aisées ⁽²⁾. Dans l'espace public, la responsabilisation aux écogestes procède d'une volonté comparable de réformer les moralités en cherchant à jouer sur des « leviers » psychologiques (engagement émotionnel, pression du groupe de pairs, des voisins, etc.), afin de dépasser les « barrières » au changement de comportement, thème récurrent de la littérature de psychologie environnementale dominante. Le « verdissement » du mode de vie est ainsi supposé dépendre de la volonté des consommateurs de transformer leurs pratiques au quotidien.

La contrainte de la structuration sociale

Cependant, comme l'illustre le cas de madame M., la capacité à adopter un comportement plus « écoresponsable » n'est pas qu'une question de volonté, et ne dépend pas uniquement de la

* Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux / Ecole des hautes études en sciences sociales.

problème **social**

conviction de la réalité du péril climatique. Comme une certaine tradition sociologique s'est efforcée de le montrer depuis Emile Durkheim, les comportements individuels sont au moins partiellement contraints par les structures sociales. La capacité à ne pas utiliser sa voiture dépend lar-

gement du lieu de résidence, de la structure familiale, de l'âge, de la profession, etc. De même pour la capacité à éteindre les appareils en veille, qui peut apparaître comme une charge de travail énorme pour certains styles de vie. La culture «écoresponsable», qui prescrit un certain nombre de

«petits gestes», censés être des efforts limités pour réduire son impact écologique, correspond en réalité à un style de vie socialement situé. Les chances d'être reconnu écoresponsable sont inégalement distribuées sur l'espace social, d'autant plus qu'elles dépendent des ressources écono-

« On vient faire le point sur les écogestes »

Dans une résidence HLM de la banlieue parisienne, un après-midi de janvier 2015...

« Bonjour madame M., c'est les volontaires, on est là pour vous donner les conseils sur les écogestes. C'est pour faire des économies et agir pour la planète ! On avait rendez-vous.

Madame M., aide-soignante à la retraite, originaire des Antilles et vivant avec son mari dans la résidence où sont déployés les volontaires en service civique dont j'ai observé le travail pendant neuf mois, ouvre la porte. Visiblement contente de revoir ces jeunes qu'elle commence à connaître, elle nous fait asseoir à la table du salon, Sonia, Murielle et moi.

— Alors, qu'est-ce que c'est aujourd'hui ? Je vous ai manqué, c'est ça ?

— On vient faire le point sur les écogestes qu'on vous a conseillés la dernière fois, voir si ça marche bien et si on peut vous aider. Vous en êtes où ?

— Ah oui, les écogestes... Oh ben ça va. Je ne fais pas tout mais j'essaye !

— La prise coupe-veille, vous l'utilisez ?

— Je l'ai installée, oui, ça marche bien.

— Mais vous coupez les appareils en veille quand vous ne les utilisez pas ? C'est à ça que ça sert, c'est pas juste pour avoir une multiprise en plus !

— Non, ça je ne veux pas le faire ! Je ne l'ai jamais fait de toute ma vie ! Non mais vous imaginez ? Avec mon mari on est là toute la journée, lui il lit parfois, puis il se lève, il regarde la télé, moi aussi, je fais la cuisine, il retourne lire, je refais la cuisine le soir, on éteint la télé. Si on doit toujours tout

brancher et débrancher, c'est un travail trop gros !

— D'accord. Mais il faut essayer un peu !

Et couper l'eau pendant que vous vous brossez les dents ? Vous vous étiez engagée !

— Oh non ! Je ne m'étais engagée à rien, moi !

Je le fais un peu, de temps en temps, mais je ne te promets rien, moi !

— D'accord, d'accord, pas de problème !

— Par contre, je fais le tri ! Bon, pas tout le temps, et puis mon mari lui il ne fait pas très attention, mais moi j'y pense ! C'est bien, ça, non ?

— Oui, c'est très bien ! Mais les écogestes sur les appareils en veille, l'eau du robinet et de la douche c'est encore mieux parce que c'est bien pour vous aussi ! Ça réduit votre facture.

Et puis c'est bon pour la planète ! C'est important de préserver la terre pour vos dix-sept petits-enfants ! C'est pour eux qu'il faut faire des écogestes !

— Oui, oui, c'est important pour eux, c'est vrai.

— Et réduire votre consommation de viande, vous y avez pensé ?

— Ah non ! C'est mon plaisir. Moi, j'aime la viande, je ne veux pas m'en priver. C'est comme ça.

— D'accord, d'accord, on n'insiste pas. Par contre, aujourd'hui, on peut aussi vous donner des recettes pour faire vos propres produits ménagers. Avec du bicarbonate de soude, du vinaigre, des huiles essentielles, etc. Ça vous permet de ne pas acheter dans les supermarchés, de produire moins de déchets d'emballages.

Ca vous intéresse ? »

Propos recueillis par H. M.

(1) En partenariat avec la fondation Lutter contre l'exclusion, le ministère de l'Environnement a ainsi adopté l'objectif de mobiliser cinq mille jeunes entre 2016 et 2018, afin de sensibiliser au moins deux cent cinquante mille familles.

(2) Comme le montre un nombre croissant d'études. Voir par exemple T. Piketty et L. Chancel, « Carbon inequality: From Tokyo to Paris », PSE, 2015. Les conseils sur les écogestes qui se transforment en une police des mœurs et des conduites s'inscrivent ainsi dans une histoire plus longue de régulation des comportements des catégories populaires, qui rappelle les politiques hygiénistes du XIX^e siècle.

miques des individus: plus elles sont élevées, moins contraints sont les achats des consommateurs et plus il leur est aisé d'intégrer le souci environnemental dans leurs choix.

Enfin, la façon dont les volontaires s'adressent seulement à madame M. et se désintéressent complètement de son mari (qui semble pourtant moins engagé qu'elle) est illustrative de la charge démesurée qui pèse sur les femmes. Dans une société dans laquelle les tâches ménagères restent très inégalement réparties, l'appel à s'engager pour la planète à travers les pratiques domestiques s'adresse en réalité plus fortement à elles (comme le faisaient les volontaires à chacune de leurs visites). C'est bien sur les femmes que la réforme des comportements porte le plus.

Dépasser la moralisation individuelle

On ne peut qu'être d'accord avec le discours des volontaires selon qui l'enjeu écologique « nous concerne tous ». Le plus simple souci pour la vie et la qualité de vie des êtres humains force à se préoccuper des questions écologiques, qui portent de graves menaces d'accès aux ressources et de conflits. La question est cependant de savoir sur quel mode nous sommes tous concernés. Pour de nombreuses personnes inquiètes de l'état de la planète et du climat, l'adoption de pratiques écologiques militantes répond à un désir de « faire quelque chose à son échelle », et de lutter contre l'impuissance ressentie face à l'immobilisme et le manque de volonté politique des dirigeants publics. Le succès de la notion d'écoresponsabilité est révélateur d'un désir d'engagement pour la planète au sein de la société française. Mais, parce que ces petits gestes ne trouvent une efficacité que de manière agrégée, ceux qui s'engagent ainsi sont souvent enclins à souhaiter être imités par ceux qui les

Etre « éco-responsable » consiste à la fois à reconnaître individuellement sa part dans la production du problème et sa capacité à agir pour y remédier, en transformant ses habitudes.

entourent et à les responsabiliser à leur tour. Cependant, est-il vraiment raisonnable d'espérer transformer une large fraction de la population en héros de l'écologie au quotidien prêts à affronter les déterminations sociales les amenant à avoir un mode de vie polluant ?

Si le récent accord de Paris trouvé lors de la COP21 n'est sans doute pas fait pour les rassurer, d'autres formes d'engagement collectif offrent des pistes pour agir autrement qu'en « votant avec son portefeuille » et en moralisant ses concitoyens. Plutôt que de faire porter principalement la responsabilité de la pollution causée par notre mode de vie sur le choix des individus, il est possible de politiser le rôle des entreprises et de l'Etat, en leur demandant des comptes et en agissant sur leur fonctionnement. Il est également possible de chercher à modifier les structures économiques et sociales qui contraignent nos comportements afin de verdir les pratiques individuelles, non pas par une action sur la moralité ou la psychologie des consommateurs mais en agissant sur ses déterminants : créer des réseaux

de vélos en libre-service, des coopératives de consommateurs permettant de consommer local sans surcoût, etc. Ces actions sur les structures de nos comportements restent à inventer, mais elles fournissent un horizon plus juste et prometteur pour l'action associative et publique que la moralisation individuelle.

Le coût de la responsabilisation

Enfin, l'appel à l'engagement individuel pour résoudre un problème dont la cause est avant tout sociale et structurelle ne se fait pas sans coût pour ceux qui sont responsabilisés. Si se reconnaître une responsabilité à agir peut être un moyen de retrouver un sentiment de maîtrise sur le cours de problèmes sociaux qui nous dépassent, l'assigner à d'autres peut aussi constituer pour eux un fardeau moral à ne pas ignorer. Un souci de justice et d'efficacité doit donc guider une réflexion critique sur les formes par lesquelles chacun peut s'engager et chercher à mobiliser les autres pour une cause telle que la lutte contre le réchauffement climatique. ●



© DR